

F. 93 -- 984

[C -- 27134]

**11 FEVRIER 1993. -- Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes : DDT, pentachlorophénol, aldrine, dieldrine, endrine et isodrine**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les surfaces ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 21 janvier 1993;

Considérant que la directive 76/464/CEE du Conseil et ses directives d'application, notamment la directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986 et ses modifications concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I (de l'annexe de la directive 76/464/CEE) imposent des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit régional des dispositions pour y satisfaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « substances dangereuses de la liste I » : les substances choisies parmi les familles et groupes de substances de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE pour lesquelles le Conseil des Communautés européennes a arrêté des dispositions générales et spécifiques, à savoir le mercure, le cadmium, l'hexachlorocyclohexane et les substances visées ensuite par la directive 86/280/CEE et ses modifications successives;

2° « arrêté général » : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I;

3° « règlement général » : l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales et ses modifications successives;

4° « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif, qui a l'environnement et les ressources naturelles dans ses attributions.

**Art. 2.** Le présent arrêté fixe, en complément des dispositions visées dans l'arrêté général, les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant du DDT, du pentachlorophénol, de l'aldrine, de la dieldrine, de l'endrine et de l'isodrine.

**Art. 3. § 1er.** Les conditions de déversement en DDT sont reprises à l'annexe I.

§ 2. Les conditions de déversement en pentachlorophénol sont reprises à l'annexe II.

§ 3. Les conditions de déversement en aldrine, dieldrine, endrine et isodrine sont reprises à l'annexe III.

**Art. 4.** Les conditions de déversement visées à l'article 3 s'ajoutent aux conditions générales de déversement reprises dans le règlement général et aux conditions sectorielles de déversement lorsque celles-ci ont été arrêtées.

**Art. 5.** Les conditions de rejet reprises dans le présent arrêté sont des moyennes. Les valeurs moyennes journalières sont égales au double des valeurs mensuelles.

**Art. 6.** Les conditions sectorielles du présent arrêté sont identiques pour les rejets dans les eaux de surface et dans les égouts publics.

**Art. 7.** La procédure de contrôle simplifiée visée à l'article 3, § 3, de l'arrêté général s'applique pour les rejets annuels de :

- DDT inférieurs à 1 kg/an;
- PCP inférieurs à 3 kg/an;
- Drines (somme des quatre) inférieurs à 1 kg/an.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

**Art. 9.** Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe I

## Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en DDT (1)

Secteurs industriels (2)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m <sup>3</sup> /t (3)
	Poids g/t (3) (4)	Concentration mg/l (4)	
Production du DDT, y compris la formulation du DDT sur le même site	4	0,2	20

(1) La somme des isomères

1,1,1-trichloro-2,2bis (p-chlorophényl) éthane;

1,1,1-trichloro-2-(o-chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthane;

1,1-dichloro-2,2bis (p-chlorophényl) éthylène;

1,1-dichloro-2-(o-chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthylène.

(2) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4, de l'arrêté général figurent notamment ceux formulant le DDT en dehors du site de production et le secteur de la production du dicofol.

(3) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés par rapport à la capacité de production ou d'utilisation de DDT.

(4) La méthode de mesure de référence pour la détermination du DDT dans les effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le DDT est d'environ 4 µg/l pour les eaux et 1 µg/l pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes : DDT, pentachlorophénol, aldrine, dieldrine, endrine et isodrine.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe II

## Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en pentachlorophénol (PCP) (1)

Secteurs industriels (2)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m <sup>3</sup> /t (3)
	Poids g/t (3) (4)	Concentration mg/l (4)	
Production du PCP-Na, par hydrolyse de l'hexachlorobenzène	25	1	25

(1) Le composé chimique 2,3,4,5,6-pentachloro-1 hydroxybenzène et ses sels.

(2) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4, de l'arrêté général figurent notamment ceux produisant du pentachlorophénolate de Na par saponification, ceux produisant du pentachlorophénol par chloration et ceux utilisant le pentachlorophénol, pour le traitement du bois.

(3) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés par rapport à la capacité de production ou d'utilisation de PCP-Na.

(4) La méthode de mesure de référence pour la détermination du pentachlorophénol dans les effluents et des eaux est la chromatographie en phase liquide à haute pression ou la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination est de 2 µg/l pour les effluents et de 0,1 µg/l pour les eaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes : DDT, pentachlorophénol, aldrine, dieldrine, endrine et isodrine.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

### Annexe III

#### Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles et journalières) en aldrine (1), dieldrine (2), endrine (3) et isodrine (4)

Secteurs industriels (5)	Type de valeur moyenne	Conditions de rejet exprimées en (6)		Volume de référence m <sup>3</sup> /t (7) (8)
		Poids g/t (8) (9)	Concentration mg/l (9)	
Production d'aldrine et/ou de dieldrine et/ou d'endrine y compris la formulation de ces substances sur le même site	mois	3	2	1 500
	jour	15	10	1 500

(1) Aldrine : le composé chimique C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>.

1,2,3,4,10,10-hexachloro-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-exo-diméthano-naphtalène.

(2) Dieldrine : le composé chimique C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>O

1,2,3,4,10,10-hexachloro-6,7-époxy-1,4,4a,5,8,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-exo-diméthano-naphtalène.

(3) Endrine : le composé chimique C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>O

1,2,3,4,10,10-hexachloro-6,7-époxy-1,4,4a,5,8,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-endo-diméthano-naphtalène.

(4) Isodrine : le composé chimique C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>

1,2,3,4,10,10-hexachloro-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-endo-diméthano-naphtalène.

(5) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4, de l'arrêté général figurent notamment ceux préparant des produits à base d'aldrine et/ou de dieldrine et/ou d'endrine en dehors du site de production.

(6) Ces conditions de rejet s'appliquent à la somme des rejets d'aldrine, de dieldrine, et d'endrine.

Dans le cas où les effluents provenant de la production ou de l'emploi d'aldrine, de dieldrine et/ou d'endrine (y compris les produits préparés à partir de ces substances) contiennent aussi de l'isodrine, les conditions de rejet ci-dessus s'appliquent à la somme des rejets d'aldrine, de dieldrine, d'endrine et d'isodrine.

(7) Ces chiffres tiennent compte du débit total des eaux de l'établissement.

(8) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés par rapport à la capacité totale de production de drines.

(9) La méthode de mesure de référence pour la détermination de l'aldrine, de la dieldrine et de l'endrine et/ou de l'isodrine dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour chaque substance est de 2,5 ng/l pour les eaux et de 400 ng/l pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes : DDT, pentachlorophénol, aldrine, dieldrine, endrine et isodrine.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

D. 93 — 984

[C — 27143]

11. FEBRUAR 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : DDT, Pentachlorphenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine

Aufgrund des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, insbesondere der Artikel 9 und 20, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. Juli 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der allgemeinen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer, die gefährliche Stoffe der Liste I enthalten, ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des am 21. Januar 1993 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

In der Erwägung, daß die Richtlinie 76/464/EWG des Rates und ihre Anwendungsrichtlinien, insbesondere die Richtlinie 86/280/EWG des Rates vom 12. Juni 1986 und ihre Abänderungen betreffend die Grenzwerte und Qualitätsziele für die Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe im Sinne der Liste I (im Anhang der Richtlinie 76/464/EWG) den Mitgliedstaaten Pflichten auferlegt, und, daß in die regionale Rechtsordnung Bestimmungen eingefügt werden müssen, damit diesen Pflichten nachgekommen werden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Gefährliche Stoffe der Liste I », die aus den Stofffamilien und -gruppen im Sinne der Liste I im Anhang der Richtlinie 76/464/EWG ausgewählten Stoffe, für die der Rat der Europäischen Gemeinschaften allgemeine und spezifische Bestimmungen angenommen hat, d.h. das Quecksilber, das Kadmium, Hexachlorocyclohexan und die nachher durch die Richtlinie 86/280/EWG und ihre späteren Abänderungen erwähnten Stoffe;

2° « allgemeinen Erlaß » : den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der allgemeinen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer, die gefährliche Stoffe der Liste I enthalten, ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation;

3° « allgemeine Ordnung » : den Königlichen Erlaß vom 3. August 1976 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, und seine späteren Abänderungen;

4° « Minister » : der Minister, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt und die Naturschätze gehören.

Art. 2. Der vorliegende Erlaß legt zusätzlich zu den im allgemeinen Erlaß erwähnten Bestimmungen die sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern fest. Diese Abwässer beinhalten DDT, Pentachlorphenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine beinhalten.

Art. 3. § 1. Die Bedingungen für die Ableitung in DDT werden im Anhang I angegeben.

§ 2. Die Bedingungen für die Ableitung in Pentachlorphenol werden im Anhang II angegeben.

§ 3. Die Bedingungen für die Ableitung in Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine werden im Anhang III angegeben.

Art. 4. Die in Artikel 3 erwähnten Bedingungen für die Ableitung kommen zu den in der allgemeinen Ordnung angegebenen allgemeinen Bedingungen für die Ableitung und zu den sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung, wenn diese angenommen sind, dazu.

Art. 5. Die im vorliegenden Erlaß angegebenen Bedingungen für die Ableitung sind Durchschnittswerte. Die täglichen Durchschnittswerte entsprechen dem Doppelten der monatlichen Durchschnittswerte.

Art. 6. Die sektorbezogenen Bedingungen des vorliegenden Erlasses sind die gleiche für die Ableitungen ins Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation.

Art. 7. Das in Artikel 3 § 3 des allgemeinen Erlasses erwähnte vereinfachte Kontrollverfahren gilt für die jährlichen Ableitungen von :

- DDT unter 1 kg pro Jahr;
- PCP unter 3 kg pro Jahr;
- Driñen (die gesamten Vier) unter 1 kg pro Jahr.

Art. 8. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Naturschätze und die Landwirtschaft gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## Anhang I

## Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (monatliche Mittelwerte) in DDT (1)

Industrielle Sektoren (2)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m <sup>3</sup> /t (3)
	Fracht g/t (3) (4)	Konzentration mg/l (4)	
Produktion von DDT einschließlich Formulierung von DDT am selben Standort	4	0,2	20

(1) Die Summe der Isomere

- 1,1,1-Trichlor-2,2bis (p-Chlorphenyl)-äthan;
- 1,1,1-Trichlor-2-(o-Chlorphenyl)-2-(p-Chlorphenyl)-äthan;
- 1,1-Dichlor-2,2bis (p-Chlorphenyl)-äthan;
- 1,1-Dichlor-2-(o-Chlorphenyl)-2-(p-Chlorphenyl)-äthan.

(2) Bei den in Artikel 3 § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen namentlich diejenigen, die DDT außerhalb der Produktionsanlage formulieren und der Sektor der Dicofol-Produktion.

(3) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen werden im Verhältnis zu der Kapazität der Produktion oder Verwendung von DDT angegeben.

(4) Referenzmaßverfahren zur Bestimmung von DDT in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für DDT liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe bei rund 4 µg/l für Gewässer und bei rund 1 µg/l für Abwässer.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : DDT, Pentachlorphenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## Anhang II

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (monatliche Mittelwerte)  
in Pentachlorphenol (PCP) (1)

Industrielle Sektoren (2)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m <sup>3</sup> /t (3)
	Fracht g/t (3) (4)	Konzentration mg/l (4)	
Produktion von PCP-Na durch Hydrolyse von Hexachlorbenzol	25	1	25

(1) Die chemische Verbindung 2,3,4,5,6-Pentachlor-1-Hydroxybenzol und ihre Salze.

(2) Bei den in Artikel 3 § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen namentlich diejenigen, die Natrium-Pentachlorphenol durch Verseifung, diejenigen, die Pentachlorphenol durch Chlorierung herstellen und diejenigen, die Pentachlorphenol bei der Holzbehandlung verwenden.

(3) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen werden im Verhältnis zu der Kapazität der Produktion oder Verwendung von PCP-Na angegeben.

(4) Referenzmaßverfahren zur Bestimmung von Pentachlorphenol in den Abwässern und Gewässern sind die Hochdruck-Flüssigkeits-Chromatographie bzw. die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze liegt bei 2 µg/l für Gewässer und bei 0,1 µg/l für Abwässer.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : DDT, Pentachlorphenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

### Anhang III

#### Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (monatliche und tägliche Mittelwerte) in Aldrin (1), Dieldrin (2), Endrin (3) und Isodrine (4)

Industrielle Sektoren (5)	Type des Mittelwertes	Bedingungen der Ableitung ausgedrückt in (6)		Referenzvolumen (7) (8)
		Gewicht g/t (8) (9)	Konzentration mg/l (9)	
Herstellung von Aldrin und/oder Endrin, einschließlich Formulierung dieser Stoffe am selben Standort	Monat	3	2	1 500
	Tag	15	10	1 500

(1) Aldrin ist die chemische Verbindung C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>,  
1,2,3,4,10,10-Hexachlor-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-exo-dimethano-naphtalin.

(2) Dieldrin ist die chemische Verbindung C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>O,  
1,2,3,4,10,10-Hexachlor-6,7-epoxy-1,4,4a,5,6,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-exo-dimethano-naphtalin.

(3) Endrin ist die chemische Verbindung C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>O,  
1,2,3,4,10,10-Hexachlor-6,7-epoxy-1,4,4a,5,6,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-endo-dimethano-naphtalin.

(4) Isodrin ist die chemische Verbindung C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>,  
1,2,3,4,10,10-Hexachlor-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-endo-dimethano-naphtalin.

(5) Bei den in Artikel 3 § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen namentlich diejenigen, die Aldrin und/oder Dieldrin und/oder Endrin außerhalb des Standorts des Betriebs formulieren.

(6) Diese Bedingungen für die Ableitung finden Anwendung auf die Summe der Ableitungen der Stoffe Aldrin, Dieldrin und Endrin.

Falls die Abwässer aus der Herstellung von Aldrin, Dieldrin und/oder Endrin (einschließlich der Formulierung dieser Stoffe) auch Isodrin enthalten, gelten die oben festgesetzten Grenzwerte für die Summe der Stoffe Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrin.

(7) Bei diesen Werten ist der gesamte Wasserabfluß der Betriebe berücksichtigt.

(8) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen werden im Verhältnis zu der gesamten Kapazität der Herstellung von Drinen angegeben.

(9) Referenzmaßverfahren zur Bestimmung von Aldrin, Dieldrin und Endrin und/oder Isodrin in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für jede Stoffe liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe bei 2,5 ng/l für Gewässer und bei 400 ng/l für Abwässer.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : DDT, Pentachlorphenol, Aldrin, Dieldrin, Endrin und Isodrine, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

N. 93 — 984

[C — 27134]

**11 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor de lozing in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : DDT, pentachloorfenol, aldrin, dieldrin, endrin en isodrin**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement op het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat gevaarlijke stoffen van lijst I bevat;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het op 21 januari 1993 gegeven advies van de Watercommissie;

Overwegende dat richtlijn 76/464/EEG van de Raad en haar toepassingsrichtlijnen, met name richtlijn 86/280/EEG van de Raad van 12 juni 1986 en haar wijzigingen betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van bepaalde onder lijst I (van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG) vallende gevaarlijke stoffen, de Lid-Staten bepaalde verplichtingen opleggen en dat het nodig is bepalingen in het gewestelijk recht op te nemen met het oog op hun naleving;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « gevaarlijke stoffen van lijst I » : de uit de op lijst I van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG voorkomende families en groepen van stoffen gekozen stoffen waarvoor de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen algemene en bijzondere bepalingen heeft vastgesteld, namelijk : kwikzilver, cadmium, hexachloorcyclohexaan en de vervolgens in richtlijn 86/280/EEG en haar latere wijzigingen bedoelde stoffen;

2° « algemeen besluit » : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor het lozen in het oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat gevaarlijke stoffen van lijst I bevat;

3° « algemeen reglement » : het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater en diens latere wijzigingen;

4° « Minister » : de Minister, lid van de Executieve, tot wiens bevoegdheden Leefmilieu en Natuurlijke Hulpbronnen behoren.

**Art. 2.** Dit besluit bepaalt, naast de in het algemeen besluit bedoelde bepalingen, de sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat DDT, pentachloorfenol, aldrin, dieldrin, endrin en isodrin bevat.

**Art. 3. § 1.** De lozingsvoorwaarden voor DDT zijn opgenomen in bijlage I.

§ 2. De lozingsvoorwaarden voor pentachloorfenol zijn opgenomen in bijlage II.

§ 3. De lozingsvoorwaarden voor aldrin, dieldrin, endrin en isodrin zijn opgenomen in bijlage III.

**Art. 4.** De in artikel 3 bedoelde lozingsvoorwaarden worden toegevoegd aan de in het algemeen reglement opgenomen algemene lozingsvoorwaarden en aan de sectoriële lozingsvoorwaarden wanneer deze vastgesteld zijn.

**Art. 5.** De in dit besluit opgenomen lozingsvoorwaarden zijn in gemiddelden uitgedrukt. De in daggemiddelden uitgedrukte waarden zijn gelijk aan tweemaal de in maandgemiddelden uitgedrukte waarden.

**Art. 6.** De sectoriële voorwaarden van dit besluit gelden voor lozingen van afvalwater in het oppervlaktewater en in de openbare riolen.

**Art. 7.** De in artikel 3, § 3, van het algemeen besluit bedoelde vereenvoudigde controleprocedure is van toepassing op de jaarlijkse lozingen van :

— DDT < dan 1kg/jaar;

— PCF < dan 3/kg/jaar;

— Drin (de som van aldrin, dieldrin, endrin en isodrin) < dan 1kg/jaar.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage I

## Sectoriële voorwaarden voor het lozen van DDT (maandgemiddelden) (1)

Industriële sectoren (2)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m <sup>3</sup> /t (3)
	gewicht g/t (3) (4)	concentratie mg/l (4)	
DDT-productie, met inbegrip van de formulering van DDT op dezelfde plaats	4	0,2	20

- (1) De som van volgende isomeren  
 1,1,1-trichloor-2,2bis (p-chloorfenyl) ethaan;  
 1,1,1-trichloor-2-(o-chloorfenyl)-2-(p-chloorfenyl) ethaan;  
 1,1-dichloor-2,2bis (p-chloorfenyl) ethyleen;  
 1,1-dichloor-2-(o-chloorfenyl)-2-(p-chloorfenyl)-2-ethyleen.

(2) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die DDT buiten de productieplaats formuleren en de dicofolproducerende sector.

(3) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes zijn gegeven in verhouding tot de productie- of gebruikscapaciteit van DDT.

(4) De referentiemeetmethode voor het bepalen van DDT in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel ligt voor DDT, naargelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster, bij 4 µg/l voor wateren en bij 1 µg/l voor afvalwater.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : DDT, pentachloorfenol, aldrin, dieldrin, endrin en isodrin.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,  
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## Bijlage II

## Sectoriële voorwaarden voor het lozen van pentachloorfenol (PCP) (maandgemiddelden) (1)

Industriële sectoren (2)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m <sup>3</sup> /t (3)
	gewicht g/t (3) (4)	concentratie mg/l (4)	
Productie van PCP-Na door hydrolise van hexachloorbenzeen	25	1	25

- (1) De chemische verbinding 2,3,4,5,6-pentachloor-1-hydroxybenzeen en haar zouten.

(2) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die natriumpentachloorfenolaat door middel van verzeping produceren, die pentachloorfenol door chlorering produceren en pentachloorfenol voor de behandeling van hout gebruiken.

(3) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes zijn gegeven in verhouding tot de productie- of gebruikscapaciteit van PCP-Na.



(4) De referentiemeetmethode voor het bepalen van pentachloorfenol in afvalwater en in wateren is hogedrukvlloeistofchromatografie of gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingsdrempel ligt bij 2 µg/l voor afvalwater en bij 0,1 µg/l voor wateren.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : DDT, pentachloorfenol, aldrin, dieldrin, endrin en isodrin.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

### Bijlage III

#### Sectoriële voorwaarden voor het lozen van aldrin (1), dieldrin (2), endrin (3) en isodrin (4) (maand- en daggemiddelden)

Industriële sectoren (5)	Soort gemiddelde waarde	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in (6)		Referentie-volume m <sup>3</sup> (7) (8)
		gewicht g/t (8) (9)	concentratie mg/l (9)	
Productie van aldrin en/of dieldrin en/of endrin, met inbegrip van de formulering van deze verbindingen op dezelfde plaats	maand	3	2	1 500
	dag	15	10	1 500

(1) Aldrin : de chemische verbinding C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>

1,2,3,4,10,10-hexachloor-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-exo-dimethano-naftaleen.

(2) Dieldrin : de chemische verbinding C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>4</sub>O

1,2,3,4,10,10-hexachloor-6,7-epoxy-1,4,4a,5,6,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-exo-dimethano-naftaleen.

(3) Endrin : de chemische verbinding C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>4</sub>O

1,2,3,4,10,10-hexachloor-6,7-epoxy-1,4,4a,5,6,7,8,8a-octahydro-1,4-endo-5,8-endo-dimethano-naftaleen.

(4) Isodrin : de chemische verbinding C<sub>12</sub>H<sub>6</sub>Cl<sub>6</sub>

1,2,3,4,10,10-hexachloor-1,4,4a,5,8,8a-hexahydro-1,4-endo-5,8-endo-dimethano-naftaleen.

(5) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die stoffen op basis van aldrin en/of dieldrin en/of endrin buiten de productieplaats formuleren.

(6) De lozingsvoorwaarden zijn van toepassing op de totale lozing van aldrin, dieldrin en endrin. Wanneer het afvalwater afkomstig van de productie of het gebruik van aldrin, dieldrin en/of endrin (inclusief de formulering van deze verbindingen) tevens isodrin bevat, zijn de hierboven vastgestelde lozingsvoorwaarden van toepassing op de totale lozingen van aldrin, dieldrin, endrin en isodrin.

(7) Deze cijfers houden rekening met het totaal waterdebiet van het bedrijf.

(8) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes zijn gegeven in verhouding tot de totale productiecapaciteit van drin.

(9) De referentiemeetmethode voor het bepalen van aldrin, dieldrin en endrin en/of isodrin in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingsdrempel ligt voor iedere stof, naargelang het aantal begeleidende stoffen in het monster, bij 2,5 ng/l voor water en bij 400 ng/l voor afvalwater.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : DDT, pentachloorfenol, aldrin, dieldrin, endrin en isodrin.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN